

# Le danger communiste en Suisse

Autor(en): **Deonna, R.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur**

Band (Jahr): **20 (1940-1941)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-158759>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Interesse für die Landwirtschaft erkennen lasse. Der Bauer ist der Bürger unserer Eidgenossenschaft, der mit Grund und Boden des Vaterlandes am engsten verbunden ist und bleibt, in guten und bösen Tagen; man kann die Heimat, so sagte einst ein berühmter Franzose, nicht an den Schuhsohlen mitnehmen. Ihn zu zwingen oder einzuladen, auszuwandern, nach Südamerika zum Beispiel, ist politisch und wirtschaftlich ein Unsinn und ein Verbrechen am ganzen Volk. In der Eidgenossenschaft werden sechsmal mehr Kinder auf dem Lande geboren als in der Stadt; die Landschaft ist immer noch der Jungbrunnen der Nation und bleibt es. Wir gehören zusammen, wir alle, zu Stadt und Land, die wir in der Heimat arbeiten und leben, wir, die wir für sie kämpfen wollen und sterben können. In jedem Schweizer guten Blutes steckt etwas vom Schweizer Bauern, wir sind ja fast alle höchstens in der zweiten Generation Städter und dies auch nur halb! Seelisch ist auch der Industrieschweizer meist ein Bauer geblieben. Und das ist wahrscheinlich unsere Rettung — ist auch die materielle agrarische Basis sehr schmal — so ist doch das geistige Bauerntum in unserem Volk das Schweizertum überhaupt.

## Le danger communiste en Suisse.

Par R. Deonna.

Les tragiques événements dont le monde est témoin ont démontré à ceux qui ne voulaient pas encore y croire quel danger constitue, pour tout pays, l'existence sur son territoire de personnes dépendant d'une puissance étrangère et contribuant, à l'heure du danger, à désorganiser sa défense.

Ces personnes peuvent être ou des étrangers ou des nationaux. Les autorités ont voué et vouent toujours davantage une attention particulière aux étrangers. Pour les nationaux, le problème se pose de manière différente. En effet, un grand nombre de ceux qui peuvent être considérés à juste titre comme suspects se trouvent rassemblés dans des organisations ou des partis dont la légalité est encore admise et peuvent donc constituer des éléments fort inquiétants, à l'heure du danger.

Nous voudrions dans ce bref article examiner le péril représenté dans notre pays par le Parti Communiste et ses associations auxiliaires, laissant à d'autres le soin d'étudier d'autres groupements subversifs.

### a) *Le Parti Communiste.*

Il est inutile d'insister longtemps sur les dispositions décidées, avant la guerre déjà, dans certains cantons (Neuchâtel, Genève, Fri-

bourg, Vaud, Schwytz, Uri, Bâle-Ville) contre le Parti Communiste. Il n'est pas nécessaire, non plus, de rappeler longuement que nos autorités fédérales avaient déjà pris certaines mesures contre l'activité du Parti, interdiction aux fonctionnaires fédéraux d'y adhérer (Arrêté Fédéral du 2 XII. 32, complété le 16 II. 37); prohibition d'entrée de la littérature subversive (3 XII. 36).

Depuis la guerre, de nouvelles mesures ont été prises à l'égard du Parti Communiste. Le 4 décembre 1939, le Conseil fédéral promulgua un arrêté interdisant dans l'armée et même, sous certaines conditions, en dehors de celle-ci, la propagande subversive, contraire à l'ordre public.

Le 27 décembre 1939, les autorités interdisaient, de pair avec un autre journal extrémiste, la »Freiheit«, organe officiel du Parti Communiste suisse, paraissant à Bâle et imprimé aux éditions coopératives de cette ville. Peu après, la »Rundschau«, hebdomadaire officiel de l'Internationale Communiste fut interdite et le journal par lequel le Komintern tenta de le remplacer, »Die Welt«, subit le même sort. La revue »Heute und Morgen«, de tendance nettement communiste, fut également interdite peu après, avec quelques autres feuilles de moindre importance.

Enfin, nos autorités civiles et militaires surveillent étroitement l'activité des agents de la III<sup>e</sup> Internationale et de leurs alliés sur notre sol, en particulier leurs efforts de propagande dans l'armée.

*Mais le centre d'où part toute cette propagande, le moteur de l'activité révolutionnaire en Suisse, c'est-à-dire le Parti communiste lui-même, n'est pas interdit.* Le Gouvernement fédéral a prouvé qu'il ne sousestimait pas le danger de l'activité communiste, puisqu'il a pris contre elle de sévères mesures. Mais il n'a pas pris les dispositions constituant la *conséquence logique* de son raisonnement, puisqu'il a laissé subsister le point de départ de cette action. Nos autorités sont, cependant, en possession de textes légaux largement suffisants pour pouvoir procéder, sans aucun acte d'arbitraire, à la suppression du parti de Moscou sur notre sol, textes basés sur l'arrêté fondamental du 30 août 1939, accordant au Conseil fédéral des pleins pouvoirs pour sauvegarder la *sécurité* du pays. Et personne ne peut contester (nos autorités l'ont du reste proclamé à maintes reprises dans certains messages fédéraux) que le Parti Communiste lèse indubitablement notre sécurité intérieure et extérieure. L'expérience de 1918 ne doit, en effet, pas être oubliée. Tout récemment, Dimitrov, secrétaire général du Komintern, dans des instructions détaillées envoyées à toutes les sections de la III<sup>e</sup> Internationale donnait l'ordre d'intensifier l'action révolutionnaire par une propagande défaitiste, «anti-impérialiste» et «anti-capitaliste».

b) *Le cas du Parti Nicole.*

Les dirigeants communistes eux-mêmes n'ont jamais caché tout l'intérêt qu'ils portent à pouvoir disposer, dans un pays donné, d'une organisation ou d'un mouvement apparemment non-communiste, mais qui, en réalité, exécute sa propagande et lui fournit, pour son activité révolutionnaire, une aide plus difficilement attaquant. Au cas où le Parti Communiste lui-même est contraint de se «réfugier dans l'illégalité», il est, en effet, fort commode pour les dirigeants bolchévistes de pouvoir compter sur une organisation défendant leur politique, agissant en réalité suivant les principes du Komintern, mais ne pouvant, en raison de son apparence extérieure, fournir de prise à l'action répressive. Écoutons, à ce propos, les déclarations des chefs communistes eux-mêmes :

«Et les révolutionnaires qui ne savent pas joindre aux formes illégales de lutte toutes les possibilités légales sont de piètres révolutionnaires.» (Lénine, «La maladie infantile du communisme», 1937, p. 74—75.)

Or, le Parti Socialiste Genevois, dont l'animateur principal est M. Léon Nicole, aidé par quelques autres leaders, répond sans aucun doute (et quelques preuves en témoignent) à la définition du mouvement camouflé communiste. Il bénéficie ouvertement de la sympathie de la III<sup>e</sup> Internationale, sympathie tout à fait réciproque.

Par ailleurs, la tendance manifestée ces derniers temps par la Jeunesse Socialiste Suisse, qui fut, au début de cette année, l'objet d'une décision d'expulsion de la part des instances responsables du Parti socialiste suisse, correspond toujours plus nettement aux directives du Komintern. Nous le prouverons également plus loin.

1. *L'orientation bolchévisante de Léon Nicole et de son parti de 1932 à 1939.*

En 1932, Nicole participe activement au «*Congrès mondial d'Amsterdam contre la guerre impérialiste*», congrès organisé par le Komintern et où selon les déclarations mêmes du «Travail» :

«Les participants ont répudié la défense nationale, ont demandé la libération des peuples coloniaux et se sont déclarés solidaires de l'URSS dans sa lutte contre les États capitalistes.» («Travail», 5 XI. 32.)

Cette même année, Nicole fait partie dirigeante de l'*Association des Amis de l'URSS*. On sait que cette organisation n'est qu'une association auxiliaire du Komintern, fondée en 1927 à Moscou. Dans tous les pays où le Parti Communiste a été interdit, l'Association des Amis de l'URSS a encouru la même dissolution.

Dès cette époque également, les relations de L. Nicole et du «Travail» avec «*L'Humanité*», organe officiel du Parti communiste français, sont régulières et évidentes. C'est, du reste, «*L'Humanité*» elle-même qui le dit, remarqua le procureur général de la Confédération au procès des événements du 9 novembre 1932.

Nicole entretient des relations suivies avec d'importantes personnalités soviétiques ou bolchéviques, souvent grâce au truchement de son éminence grise, M<sup>e</sup> Dicker. Ainsi, la camarade Düby, agitatrice bien connue, M. Lounatcharsky, feu le commissaire soviétique de l'Instruction publique, de nombreuses personnalités de l'Espagne rouge, telles le camarade Del Vayo, la députée communiste aux Cortès Marguerite Nelken, la Passionaria, l'agitatrice belge Blume, etc.

«*L'Humanité*» mentionne souvent, d'autre part, avec éloge, Nicole et son activité. Par exemple :

«Non, nous n'oublierons pas que c'est l'adhésion de Nicole à Amsterdam et sa défense courageuse de l'URSS, qui a porté au paroxysme la haine de la bourgeoisie suisse.» (Marcel Cachin, «*Humanité*», 17 XI. 32.)

En plus de son appartenance au Comité Amsterdam - Pleyel, mentionné plus haut, et à l'Association des Amis de l'URSS, Nicole fait partie du Conseil de présidence de la revue «*Clarté*», organe officiel du Comité mondial contre la guerre et le fascisme. Il s'y trouve en bonne compagnie, puisque dans ce même comité militent MM. Langevin et Francis Jourdain, communistes français notoires, M. Schwernik, chef des syndicats soviétiques, etc.

Nombreux sont les cas également où la «*Correspondance Internationale*», organe officiel de l'Internationale Communiste, s'occupe de l'activité de Léon Nicole et cite avec éloges son action dans telle ou telle circonstance. C'est ainsi qu'en 1932, les numéros 73, 96 et 800; en 1933: les Nos 104, 105; en 1935: les Nos 1, 2, 87—88, 95—96; en 1936: le N<sup>o</sup> 8; en 1937: le N<sup>o</sup> 21; en 1938: les Nos 15, 16 et 23 (dans ce dernier l'on trouve un article de Nicole lui-même) relèvent avec sympathie les agissements du Parti Socialiste Genevois et de son chef.

2. *La bolchévisation de L. Nicole et de son parti depuis 1939.*  
L'orientation bolchéviste de Léon Nicole s'est encore accentuée d'une manière évidente depuis le début de l'année dernière. En février-mars 1939, Nicole se rendit en avion à Moscou avec un des membres en vue dans le Parti Communiste suisse, Karl Hofmaier, faisant partie du Secrétariat central du Parti. Nicole rapporta de son voyage, à part des instructions qu'il est difficile de préciser, mais dont toute son activité ultérieure s'est indubitablement inspirée, un livre intitulé

«*Mon voyage en URSS*», imprimé aux éditions du «*Travail*», orné de nombreuses photographies (en tête celle du leader genevois lui-même) et dans lequel il laisse échapper d'intéressantes précisions. *Nicole*, comme n'importe quel délégué officiel étranger du Komintern, fut reçu, non pas par des sous-ordres de l'organisation bolchévique russe, mais par des personnalités en vue de celle-ci. C'est ainsi qu'il fut l'hôte de *Manouïlsky*, membre du Bureau Exécutif du Komintern. Ce fut le chef bolchéviste qui donna, au dernier Congrès du Parti communiste russe de mars 1939, lequel se tint dans la capitale soviétique, peu après le départ de *Nicole*, les instructions officielles du Komintern aux différents Partis Communistes du monde entier.

*Nicole* s'entretint également avec *Kolaroff*, ami de *Lénine*, membre du Bureau Exécutif du Komintern, spécialiste de la propagande parmi les paysans. *Kolaroff* indiqua à *Nicole* l'intérêt que porte le Komintern aux mouvements agraires d'extrême-gauche, comme celui de M. Müller-Grosshöchstetten. Il donna son opinion à *Nicole* sur «*les perspectives politiques en Suisse et leurs rapports entre elles*».

Enfin, *Nicole* fut reçu par *Dimitrov* lui-même, secrétaire général du Komintern, et donc chef suprême de l'organisation bolchévique mondiale. *Nicole* avoue à ce propos :

«*De longues heures durant, nous avons discuté de la situation politique dans les pays de l'Europe occidentale et de ce qui pourrait être entrepris pour réaliser une unité sincère des masses ouvrières divisées par de sottises questions de tendances.*»

Depuis ce pèlerinage à la Mecque bolchéviste, *Léon Nicole* suit dans son journal, «*Le Travail*», une politique toujours plus servilement calquée sur les instructions du Komintern. Seul de son espèce en Suisse, avec le journal communiste la «*Freiheit*», interdit depuis le 27 décembre 1939, «*Le Travail*» défend en toutes circonstances la politique de l'Union Soviétique et applique avec obéissance les instructions nouvelles du Komintern.

Ce serait dépasser le cadre de cet exposé que de comparer les numéros du «*Travail*» avec les instructions données par *Dimitroff* en 1939 à ses sections de la III<sup>e</sup> Internationale. Il suffit de dire que *Nicole* observe servilement celles-ci, exploitant le mécontentement et l'inquiétude intérieurs, poussant au défaitisme, mettant au pilori les «*ploutocraties*» et les «*impérialismes*». La plupart de ses articles pourraient paraître directement dans un journal soviétique.

En outre, tous les organes de la presse officielle soviétique montrent une sympathie et un intérêt marqués pour l'activité de *Nicole* et de son Parti.

C'est ainsi que «*L'Internationale Communiste*», organe mensuel de l'Internationale Communiste, fait, dans les derniers numéros qui

soient parvenus (Mai, Septembre 1939) l'éloge de la politique de Léon Nicole.

La «Pravda» (organe officiel du Parti communiste russe) des 5 et 11 décembre 1939, les «Izvestias» (organe officiel du Gouvernement soviétique) des 15 et 18 janvier 1940, du 5 mars 1940, la «Komsomolskaia Pravda» (organe officiel des Jeunesses communistes russes) du 3 février 1940, le «Troud» (organe officiel des syndicats soviétiques) du 26 novembre 1939, la Radio de Moscou des 11 et 13 décembre 1939, des 4 et 12 janvier, du 8 mars 1940 relèvent, souvent en de longs articles ou des déclarations, l'activité favorable à l'URSS et au communisme déployée par Nicole et son Parti à Genève.

Un autre détail confirme la communisation de l'organe officiel du Parti socialiste genevois. On sait que «Le Travail», en raison des difficultés financières et de la scission qui s'est produite dans le Parti en septembre dernier, ne paraît plus que 2 à 3 fois par semaine. Il est édité actuellement *sur les presses de l'Imprimerie Coopérative de Bâle, d'où sortait jusqu'à son interdiction la «Freiheit», organe officiel du Parti communiste suisse.*

Enfin, il est intéressant de signaler que *les seuls journaux de langue française cités régulièrement par les organes officiels soviétiques sont «L'Humanité» (clandestine actuellement) et le «Travail».*

Or il ne faut pas oublier que le parti de M. Nicole («Fédération socialiste suisse»), s'est étendu du canton de Vaud, à certains milieux de Neuchâtel et de Fribourg, du Valais et que, aux dires du Travail, «il a gagné à sa cause et à son programme des militants socialistes nombreux dans toutes les régions de la Suisse allemande». Il constitue donc un élément de désagrégation ayant tendance à s'accroître.

### c) *Les tendances philocommunistes de la jeunesse socialiste suisse.*

Il est bon, en terminant cet exposé, de relever l'intérêt manifesté, depuis quelque temps, par les organes du Komintern à l'égard de la jeunesse socialiste suisse. Celle-ci a pris une tendance nettement communiste, et le Parti socialiste suisse a dû prendre, le 17 février 1940, des mesures répressives à son égard. Cela n'a pas échappé aux gens de Moscou qui, dans leurs organes, la «Komsomolskaia Pravda» (29. I.; 1. III. 40), les «Izvestias» (24. II. 40), «L'Internationale de la Jeunesse», organe officiel de l'Internationale Communiste des Jeunes (janvier 1940), encouragent de leur approbation la politique de la jeunesse socialiste suisse, et lui prédisent un grand avenir révolutionnaire. Ainsi, la «Komsomolskaia Pravda» du 29 janvier 1940, relève avec satisfaction que la jeunesse socialiste ouvrière suisse a pris la défense de l'URSS contre la Finlande.

d) *Conclusion.*

Les faits cités plus haut sur l'activité du Parti Nicole et de la jeunesse socialiste suisse donnent à réfléchir. Ils montrent que, sous le couvert d'une appartenance simplement socialiste, ces organisations mènent une politique subversive qui pourrait être fort dangereuse pour notre sûreté intérieure et pour le respect de notre neutralité. Alors que notre armée veille à la frontière sur la sécurité du pays vis-à-vis de l'extérieur, il est indispensable (chacun en est persuadé) que l'arrière prenne, vis-à-vis des dangers du dedans, d'où qu'ils émanent, la même attitude de vigilance. Aussi doit il en être à l'égard de ce dangereux triangle que constituent le Parti communiste, le Parti Nicole et la Jeunesse socialiste suisse.

# Kultur- und Zeitfragen

## Römischer Kunstwinter.

Während London, Paris und Berlin diesen Winter von Kriegsorgen heimgesucht wurden, war Rom die einzige europäische Großstadt, die im tiefsten Frieden lag. Trotzdem aber waren die Fremden, selbst die neutralen, nur sehr spärlich zu sehen; in den Museen konnte man mitunter von einem Saal in den andern wandern, ohne einer Seele zu begegnen, und in den Hotels und Pensionen hörte man, besonders zur Osterzeit, viele Klagen über die ausgebliebenen Gäste. Und dieses Fernbleiben der Fremden war sehr zu bedauern, denn auch während dieses Winters ist einem in Rom ein überreiches Maß der verschiedensten kulturellen Veranstaltungen geboten worden.

Daß hierbei die Aufführungen in der königlichen Oper in erster Linie erwähnt werden müssen, wird in der Heimat des bel canto nicht überraschen. Allerdings waren diesen Winter auch hier weniger ausländische Kräfte als sonst zu hören; aber in einem Lande, in dem die Pflege einer alten Opern-Tradition stets als eine der vornehmsten Kulturpflichten angesehen wurde und in dem, wohl mehr als in andern Ländern, ein wahrer Reichtum einheimischer Kräfte zur Verfügung stand, war diese Lücke schließlich leicht zu verschmerzen. So konnte man die wichtigsten klassischen Opern in einer ganz vorzüglichen Inszenierung hören und sehen; daß hierbei der Hauptnachdruck auf die Opern italienischer Komponisten gelegt wurde — worunter aber nicht nur Werke Verdis, Puccinis, Mascagnis etc., sondern auch mehrere Schöpfungen ganz moderner Künstler genannt werden müssen —, darf nicht wundernehmen. Als eine ganze besondere Tat muß der gelungene Versuch hervorgehoben werden, die eigentlich als Oratorium gedachte „Damnation de Faust“ von Berlioz als Bühnenstück aufzuführen.

Aber mit diesen Opernaufführungen sind die musikalischen Genüsse, die einem diesen Winter in Rom dargeboten wurden, noch lange nicht erschöpft. Besonders die Kammermusik verdient rühmende Erwähnung, vor allem wegen der vorbildlichen Pflege und Wiedererweckung der italienischen Klassiker des XVII. Jahrhunderts; denn gerade für den nördlich der Alpen Wohnenden wirkte es oft fast wie eine Offenbarung, wenn er in Rom so oft (sogar durch den Radio) Gelegenheit hatte, Werke Corellis und seiner Zeitgenossen kennen zu lernen. Ein